

DOSSIER de PRESSE

LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Édition 2023



CNCDH

COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

- 4** Mot de Monsieur le ministre
- 5** Mot du Président de la CNCDH
- 6** Le Prix des droits de l'Homme
- 7** Le thème de l'année 2023
- 9** Les lauréats
- 21** Les mentions spéciales



SOMMAIRE



**MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Mot de MONSIEUR LE MINISTRE

Les droits de l'homme constituent en quelque sorte un des fondements de l'identité de la France depuis 1789. À travers le monde, et aujourd'hui encore, notre pays est celui « des droits de l'homme ».

Nul hasard donc, à ce qu'un Français, en l'occurrence René Cassin – premier président de ce qui devait devenir par la suite la Commission consultative des droits de l'homme – soit à l'origine de la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamée à Paris le 10 décembre 1948 par l'assemblée générale des Nations Unies. Nous en fêtons, ce dimanche 10 décembre, le 75^{ème} anniversaire.

En 1988, à l'occasion des 40 ans de cette Déclaration et alors que René Cassin, récipiendaire du Prix Nobel de la Paix en 1968, venait d'entrer au Panthéon, la CNCDH créa le Prix des droits de l'Homme de la République française « Liberté – Égalité – Fraternité », visant à reconnaître et soutenir le rôle fondamental de la société civile dans la promotion et la protection des droits humains dans le monde entier.

Je suis très fier de le remettre aux cinq lauréats de cette édition 2023, placée sous le thème de la défense de l'environnement et de l'accès à l'eau.

Du Mexique au Kosovo, du Pérou à l'Ouganda, en passant par le Brésil, les organisations, associations et personnes physiques récompensées cette année par le Prix se battent pour que la planète que nous habitons demeure vivable, que l'air y soit respirable, et que l'accès à une eau potable et saine soit bel et bien un droit.

L'accès à l'eau a été consacré comme un droit fondamental par les Nations unies en 2010, reconnaissant que « *le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme* ». C'est un enjeu de santé publique autant que de dignité, d'hygiène, de sécurité alimentaire, de réussite éducative, mais aussi d'inégalités de genre, géographiques et économiques.

Aujourd'hui encore, le manque d'eau concerne plus de 40% de la population mondiale. 2,1 milliards de personnes n'ont pas accès à de l'eau potable chez elles. Une école primaire sur quatre ne dispose pas d'eau potable. Ce non accès à l'eau et à l'assainissement est l'une des premières causes de mortalité dans le monde. Et si nous n'agissons pas vite, on estime à 700 millions le nombre de personnes dans le monde qui pourraient être déplacées en raison d'une aggravation de la pénurie d'eau d'ici à 2030.

La France plaide pour que l'eau soit considérée mondialement comme un bien commun et œuvre pour la mise en œuvre d'un accès universel et équitable à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène. Elle y dédie 1,2 milliard de son aide publique au développement.

En mars dernier, lors de la Conférence des Nations unies pour l'Eau, la France a réitéré ses engagements pour le renforcement et la diversification des financements en faveur de l'accès à l'eau, en particulier en direction des populations les plus vulnérables.

Les lauréats que nous récompensons sont des relais essentiels de la puissance publique. Dans la période de crises que le monde traverse, ils nous rappellent à notre humanité commune.

D'année en année, leur action, au service des plus nobles causes, fait écho à ces mots de Romain Gary dans *Les Racines du ciel*, par lesquels il fait le portrait de Morel, protagoniste de ce roman primé par le Goncourt en 1956, tout engagé pour sauver les éléphants d'Afrique de la disparition : « ce qu'il défendait vraiment était avant tout une certaine conception de la dignité humaine.... Appelez cela comme vous voulez. Liberté, dignité, humanité, écologie... Cela revient au même. »

Olivier BECHT
**Ministre délégué au Commerce extérieur,
à l'Attractivité et aux Français de l'étranger**

Mot, du PRÉSIDENT DE LA CNCDH



Les défenseurs de l'environnement sont des individus qui exercent leurs droits de l'Homme – la liberté d'expression, la liberté d'association, la liberté de réunion, la liberté de participer au processus décisionnel, le droit au travail – afin de protéger l'environnement. Ils sont à la fois des défenseurs de l'environnement et des défenseurs des droits humains. Ils nous rappellent l'interdépendance entre protection de l'environnement et respect des droits de l'Homme, notamment au regard des populations les plus démunies et des plus fragiles.

Les défenseurs de l'environnement font partie intégrante de la famille des défenseurs des droits de l'Homme que la Commission nationale consultative des droits de l'homme célèbre et honore depuis plus de 35 ans au travers du Prix des droits de l'Homme de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité ». Cette année la CNCDH a voulu mettre plus particulièrement en lumière celles et ceux qui tous les jours s'engagent – parfois au péril de leur vie – pour protéger les écosystèmes naturels et les populations qui y vivent et rendre effectifs le droit fondamental à vivre dans un environnement propre, sain et durable.

À l'heure où, partout dans le monde, la crise climatique se fait de plus en plus tangible, menaçant la vie de plusieurs millions de femmes, d'enfants et d'hommes, le Prix des droits de l'Homme de la République française est un gage d'espoir, car nos lauréats viennent concrétiser la défense de l'environnement et l'adaptation aux changements climatiques à partir de projets concrets et ambitieux dont nous suivons la réalisation, et qui sont porteurs d'espérance pour tous, en particulier pour les plus vulnérables.

Jean-Marie BURGUBURU
Président
de la Commission nationale consultative
des droits de l'homme



En bref

LE PRIX DES DROITS DE L'HOMME

Le Prix des droits de l'Homme de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité »

Le Prix des droits de l'Homme de la République française « Liberté, Égalité, Fraternité » est décerné chaque année depuis 1988 par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH).

Le Prix a vocation à distinguer des actions de terrain et des projets portant sur la protection et la promotion effectives des droits humains, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme, et de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, sans distinction de nationalité ou de frontière.

Par ce Prix, la République française souhaite soutenir les actions individuelles et collectives en faveur de la défense et de la protection des droits humains dans le monde. Le Prix reconnaît le rôle fondamental que joue la société civile, et en particulier les organisations non gouvernementales, dans la promotion et la protection de ces droits.

La France entend ainsi mettre à l'honneur et encourager les acteurs de terrain. En vertu de la valeur protectrice du Prix, les lauréats, parfois menacés dans leur pays à cause de leur action en faveur des droits humains, sont placés sous la protection diplomatique des ambassades françaises à l'étranger.

Pour l'édition 2023, le Prix est remis aux lauréats par Monsieur Oliver Becht, ministre délégué auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger et Monsieur Jean-Marie Burguburu, président de la CNCDH, lors d'une cérémonie organisée à Paris le 7 décembre 2023.

LE THÈME DE L'ANNÉE 2023

Défenseurs de l'environnement et accès à l'eau

Après le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en 2021, l'Assemblée générale des Nations Unies, dans une résolution adoptée en juillet 2022, a affirmé que l'accès à un environnement propre, sain et durable est un droit humain universel.

La consécration du droit à un environnement sain rend légitimes et nécessaires les actions portées par les défenseurs de l'environnement. Pourtant les rapports des Nations Unies révèlent que les défenseurs qui sont les plus menacés sont précisément celles et ceux qui défendent le droit à un environnement sain.

La consécration du droit à un environnement sain entre par ailleurs en résonance avec les Objectifs du développement durable (ODD), adoptés en 2015 par les États membres des Nations Unies. Les États se sont ainsi engagés à atteindre, à l'horizon 2030, 17 objectifs, parmi lesquels l'accès à l'« eau propre et (à l') assainissement » (ODD 6).

Les enjeux autour de l'eau sont multiples : enjeu sanitaire, pénurie, conflit d'usage, pollution des eaux, accès à une ressource fondamentale, etc. Selon les Nations Unies, des milliards de personnes, principalement dans les zones rurales, n'ont toujours pas accès à l'eau potable et à l'assainissement et les financements sont insuffisants.

Dans le monde, une personne sur trois n'a pas accès à une eau potable, deux personnes sur cinq ne bénéficient pas d'une installation permettant de se laver les mains avec de l'eau et du savon. La contamination de l'eau, du fait de l'absence ou de la carence des systèmes d'assainissement et du fait de la dispersion de produits pharmaceutiques, chimiques, pesticides, microplastiques ou nanomatériaux, nécessite un accroissement conséquent des investissements aux fins de potabilisation. Plus de deux milliards de personnes boivent de l'eau contaminée.

L'accès à l'eau est devenu un enjeu fondamental, qui s'inscrit aussi dans une perspective de genre. Selon les chiffres des Nations Unies, ce sont les femmes et les filles qui sont responsables de la collecte de l'eau dans 80% des ménages sans accès à l'eau sur place.

LES

LAURÉATS

*du Prix des droits de l'Homme
de la République française*

Brésil

MADAME MARINA PAULA OLIVEIRA

Présentation

À 28 ans, Marina Paula Oliveira est une militante environnementale et défenseuse des droits humains au Brésil. Depuis la rupture du barrage minier de Brumadinho, dans sa ville natale, en janvier 2019, elle se bat pour obtenir justice et réparation pour les victimes.

Le 25 janvier 2019, le barrage de Brumadinho, qui reçoit les déchets issus des activités d'exploitation minière de l'entreprise Vale, s'est effondré, emportant sur son passage des tonnes de boue contaminée et tuant près de 300 personnes. Marina Paula Oliveira s'est d'abord engagée avec l'Église locale en apportant de l'aide d'urgence aux sinistrés. Puis, avec l'ONG Caritas, elle a documenté les violations des droits humains dont les communautés locales sont victimes.

Elle dénonce aujourd'hui l'accord signé en 2021 avec l'État brésilien, dans lequel Vale s'engage à verser des réparations, les communautés n'ayant pas été consultées durant les négociations. Elle se bat pour que le million de victimes affectées par la catastrophe (pêcheurs, paysans, peuples autochtones) soient associées au processus de décision pour qu'elles obtiennent enfin des réparations.

En raison de son combat elle a reçu des menaces de mort durant la campagne présidentielle de 2022 au Brésil. Bénéficiaire d'un programme de protection des défenseurs de droits de l'Homme, elle a résidé en France pendant quelques mois avant de revenir au Brésil



Ce prix sera le bienvenu car, en plus de rendre plus visible notre combat pour la défense des droits de l'homme et de l'environnement, il permettra de mener diverses activités de sensibilisation à l'importance de la protection de nos ressources naturelles, telles que l'eau. Des initiatives telles que ce prix sont d'une grande importance pour la construction d'un monde plus juste et plus solidaire. Je félicite et remercie l'Etat français pour cette initiative, et j'espère qu'il y en aura d'autres, afin que nous puissions faire des droits de l'homme une réalité concrète dans la vie de toute l'humanité, qui se trouve aujourd'hui privée d'une grande partie de ces droits.



CONTACT

- ✉ marinaoliveirx
- ✉ lutadoresdopovo
- 📘 marina.oliveira
- 📷 marinaoliveirx
- 📷 movimentobrasilpopular
- 📷 mam.nacional

Présentation du projet

Le projet visant à **construire un référendum populaire pour la défense des ressources naturelles et des populations de l'État de Minas Gerais** au Brésil s'inscrit dans un contexte de multiplication des grands projets d'extraction, en particulier sur les territoires des communautés traditionnelles, notamment indigènes, afro-descendantes et les communautés d'agriculteurs et pêcheurs.

L'objectif principal du projet est de **promouvoir des processus de formation et de sensibilisation** pour informer la population des impacts de ces mesures sur leur vie quotidienne. Sa finalité est de **vulgariser les enjeux environnementaux** afin que la population puisse effectivement **jouir de ses droits et les revendiquer**. Des actions de **plaidoyer auprès du gouvernement régional** sont également envisagées afin d'obliger son exécutif à repenser le programme de privatisation. De plus, des **réunions de formation**, la **production d'un journal gratuit**, des **activités de sensibilisation** et un **séminaire virtuel** avec la participation de responsables politiques régionaux seront organisés.



Mot du jury

Le jury a tenu à récompenser une défenseure de l'environnement, qui a été menacée du fait de son engagement, dont les actions visent de manière transversale et intégrée à défendre les droits humains, protéger l'environnement et promouvoir le devoir de vigilance des multinationales.

Pérou

FORUM SOLIDARIDAD PERÚ

Présentation de l'association

Le Forum Solidaridad Perú, créé en 1993 par un groupe de militants bénévoles des droits de l'Homme, a pour but de créer une société plus inclusive en renforçant le pouvoir des acteurs sociaux, regroupés en réseaux à travers le pays. L'association développe son action dans plusieurs domaines : protection et droits de la nature et des fleuves ; renforcement des autonomies territoriales indigènes ; sécurité et souveraineté alimentaires grâce à une agriculture agro-écologique et familiale ; transition énergétique et atténuation du changement climatique.

Les actions mises en œuvre par le Forum s'articulent autour de **trois axes stratégiques** : la **défense du territoire de la forêt andino-amazonienne et des rivières**, le **renforcement de la démocratie participative et la défense du droit à l'alimentation et à la santé**. Afin d'impulser un changement, l'association cherche à **renforcer les acteurs locaux** qui défendent les fleuves et les territoires, à **porter devant la justice et à médiatiser des cas emblématiques et à développer le réseau national des défenseurs pour le droit à l'eau et les droits fluviaux**. Il participe également à la **construction de politiques publiques inclusives** et qui garantissent le respect des droits humains dans la mesure où le contexte politique le permet.





“ L'engagement du Forum vient de la conscience que l'humanité se trouve à un carrefour critique, de crises multiples, de civilisation. Face aux revers civilisationnels et aux menaces graves telles que la détérioration irréversible de l'environnement, les pandémies, les guerres, la faim et les menaces contre la démocratie, abandonner n'est pas une option, il est essentiel de lutter pour des changements qui régénèrent l'humanité et réalisent une transition sociale et écologique. vers la durabilité et le bonheur humains.

C'est une incitation pour notre institution, Forum Solidaridad Perú, un signe d'espoir et de force pour continuer à accompagner toutes les institutions et les personnes du monde qui luttent pour la même chose, pour sauver la maison commune, comme l'a appelée le pape François, pour construire un « bien vivre » comme l'ont souligné les peuples autochtones d'Amérique latine et tant d'autres voix et efforts frères à travers le monde.

”

CONTACT <https://www.psf.org.pe/institucional/>

 ForumSolidarid1

 Forum-Solidaridad-Perú

 forumsolidaridadperu

Présentation du projet

Dans la région de Loreto, des fleuves ont été dévastés et contaminés par l'exploitation minière illégale. Forum Solidaridad Perú a pour objectif de **renforcer les capacités de veille, de suivi et de protection des défenseurs de l'environnement et de ces fleuves**. Le projet est élaboré en étroite collaboration avec les défenseurs du fleuve Nanay et avec les femmes Kukama, qui sont au cœur de la lutte pour la défense du fleuve Marañón et directement confrontées aux conséquences quotidiennes de la pollution. L'association compte renforcer la veille environnementale et communautaire au sein du quartier populaire périphérique défavorisé « Iván Vásquez ».

Afin d'alerter sur la situation, un **reportage audiovisuel d'investigation sur la contamination des populations et territoires touchés sera réalisé**. De plus, Forum Solidaridad Perú entend **contrôler l'effectivité de l'arrêté de la Cour constitutionnelle qui considère l'accès à l'eau potable comme un droit humain**, et ouvrir le débat sur les droits de la nature dans la région par le biais d'une exposition itinérante, montrant les conséquences sur le quotidien de la population de la pollution des fleuves à travers notamment des photographies exposées dans l'espace public.



Mot du jury

Le réalisme du projet présenté et l'implication des populations locales, parmi les plus défavorisées, ont particulièrement séduit les jurés, qui ont tenu à récompenser une association implantée de longue date et dont les activités contribuent à faire progresser les droits des populations autochtones et le droit à vivre dans un environnement sain. Le jury a également souhaité mettre en lumière le travail d'information et de documentation réalisé par le FSP, qui est un travail fondamental pour la préservation de la santé des populations les plus précaires.

Mexique

RESISTENCIA CIVIL POR EL VALLE

Présentation du collectif

Fondé en 2021, le collectif Resistencia Civil por El Valle, composé de membres issus de différentes communautés de la municipalité de Tala au Mexique, avait initialement pour but d'éviter l'installation d'une macro-décharge métropolitaine dans les zones de recharge des aquifères. Au vu du nombre élevé de projets contaminant la région, et tout particulièrement la rivière Salado, le collectif s'engage aujourd'hui plus largement pour la protection et la conservation des ressources naturelles dans la municipalité de Tala.

Afin de prévenir les maladies résultant de la contamination de l'eau, de l'air et des terres, le collectif analyse les contaminations sur le territoire et produit de la documentation et des outils d'information sur le sujet. Dans le but d'interdire les projets polluants, le collectif organise de nombreuses manifestations, des actions de plaidoyer devant les autorités nationales et des actions en justice. Il apporte également un soutien aux communautés, aide au reboisement et au nettoyage des canaux. A travers la participation sociale pour la défense de l'eau et de l'environnement, ainsi que par la lutte pour la réappropriation du territoire, le collectif entend participer à la création d'une nouvelle conscience environnementale de la population de la région.



Nous sommes nés avec l'urgence d'empêcher l'installation de grands projets qui causeraient des dommages environnementaux, mais nous avons décidé de rester unis pour continuer à lutter contre la pollution de l'eau, de nos rivières, sources et forêts, pour ne pas permettre davantage de risques.

Le prix signifie une incitation sociale pour la défense de nos ressources, il représente des garanties de sécurité avec protection diplomatique pour poursuivre la lutte contre la corruption dans les institutions gouvernementales et les entreprises.

C'est une opportunité de sauvegarder notre santé et notre vie, étant donné que la pollution de l'eau a entraîné une augmentation des maladies rénales, gastro-intestinales et mortelles comme le cancer. Aujourd'hui plus que jamais, nous nous sentons menacés par une croissance industrielle désordonnée et nous devons revendiquer notre droit à un environnement sain qui garantit l'avenir de nos familles.



CONTACT



ResistenciaCivilporElValle

Présentation du projet

Resistencia civil por el valle porte un projet pour la défense et l'assainissement du bassin de la rivière Salado, à Tala, Jalisco. L'objectif est à la fois de mettre fin à la présence d'entreprises ayant des activités de traitement des déchets qui contaminent le bassin et la rivière Salado et de lutter contre la corruption qui autorise ces projets. Ces activités mettent en danger à la fois l'écosystème et les populations qui vivent sur le territoire.

Le collectif compte, à l'aide de recours en justice, lutter pour la défense de l'environnement et l'interdiction de ces projets polluants.

De plus, via une collaboration avec l'Institut mexicain de technologies de l'eau et des universités, il entend mettre en place un travail de prévention de la pollution et de surveillance de l'eau.

Une sensibilisation des communautés à la question du traitement des déchets venant des zones urbaines et à la récupération des eaux de pluie est également prévue.

Pour assainir et rééquilibrer l'écosystème après le départ des entreprises, un travail de préservation de l'environnement à travers l'établissement de pépinières, du reboisement et de la récupération des écosystèmes aquatiques sera organisé.



Mot du jury

Le jury a été sensible à la **qualité du projet qui présente des moyens d'action très complémentaires : communication, sensibilisation, plaidoyer, contentieux**. Il a souhaité récompenser une association de terrain, un **collectif de citoyens qui se sont organisés seuls et sont parvenus à entreprendre de nombreuses actions malgré des moyens quasi inexistants**. Le recours à la voie judiciaire pour soutenir leur action a également beaucoup intéressé le jury. Enfin, le fait que **les femmes et les paysans soient en première ligne du combat a été très apprécié par les jurés**.

Ouganda

FRIDAYS FOR FUTURE UGANDA

Présentation de l'association

Fridays for Future Uganda, fondée en 2019, est la branche ougandaise du mouvement mondial Fridays For Future dédié à la justice climatique et à la défense de l'environnement. L'objectif de l'association est de promouvoir la lutte contre le réchauffement climatique et d'encadrer, de former et de protéger les défenseurs du climat et de l'environnement en Ouganda.

L'association qui compte plus de 50 000 jeunes membres à travers le pays met en œuvre des actions de plaidoyer, des sensibilisations, organise des manifestations et mène des campagnes pour préserver les ressources naturelles de l'Ouganda. À destination des défenseurs de l'environnement, elle anime des formations en matière de sécurité et apporte un soutien d'urgence.

Dans un pays très menacé par le réchauffement climatique et avec une moyenne d'âge très jeune, Fridays for Future Uganda encourage, par une approche collective, **une plus grande implication des jeunes dans la promotion de la justice climatique, la conservation de l'environnement et la protection des défenseurs.**



“ Notre participation a été motivée par le désir d'accroître notre capacité à soutenir les défenseurs du climat et à renforcer notre travail de plaidoyer en faveur du climat. Il reste encore beaucoup à faire pour promouvoir et protéger les droits de l'homme en Ouganda.

Ce prix donne un coup de fouet à notre travail. Il nous incite à continuer à servir notre mère la Terre. Nous sommes ravis d'apprendre qu'il y a quelqu'un qui apprécie et reconnaît nos efforts pour sauver la seule planète que nous appelons notre maison. Il est encourageant de voir que les voix des défenseurs du climat du Sud sont entendues.

”

CONTACT

<https://fridaysforfuture.org/fff-uganda/>

✕ Fridays4FutureU

📷 fridays4futureug

Présentation du projet

Le projet s'inscrit dans la continuité des actions de l'association concernant la protection des défenseurs de l'environnement qui sont confrontés à des menaces croissantes. L'objectif est de **doter les militants climatiques des connaissances et des compétences nécessaires pour défendre leurs droits, leur protection et améliorer leur sécurité.**

Les formations aideront les bénéficiaires à **développer des stratégies et des techniques de lobbying pour accroître le potentiel de leur travail de plaidoyer** et pour apporter un soutien et une protection aux défenseurs de l'environnement, dont la vie ou la liberté est menacée.

L'association entend organiser des **formations sur la sécurité, menées par des experts en plaidoyer climatique, droit de l'environnement et protection des défenseurs des droits de l'homme.** Un mentorat sera également organisé avec pour buts de développer davantage les compétences des bénéficiaires en matière de plaidoyer (notamment numérique), de prise de parole en public, d'accroître les connaissances sur le changement climatique et d'organiser des actions climatiques. De plus, une **assistance d'urgence pour les militants écologistes** avec mobilisation d'un soutien juridique, psychosocial et médical ainsi qu'un logement temporaire sera proposée pour les défenseurs les plus menacés.



Mot du jury

Le jury a souhaité récompenser **une association de jeunes militants qui s'adresse à des jeunes militants et défenseurs et chercher à renforcer leur mobilisation.** Les membres du jury ont par ailleurs été sensibles à la **pertinence du projet présenté qui répond à une problématique réelle**, celle des menaces et attaques contre les défenseurs de l'environnement dans un pays où l'espace civique est particulièrement réduit.

Kosovo

SHPRESA LOSHAJ

Présentation

Shpresa Loshaj, originaire du Kosovo, est une militante écologiste. En 2018, la découverte de la dévastation environnementale causée par l'implantation de nouvelles centrales hydroélectriques dans sa ville natale de Decan, dans l'ouest du Kosovo, la pousse à agir. Elle crée l'ONG « Pishtaret » en 2020, s'engageant à défendre les ressources en eau du Kosovo exploitées pour la production d'énergie.

Lors de ses apparitions dans les médias, elle demande une **plus grande transparence dans le processus d'autorisation d'exploitation des ressources**. À la suite de travaux d'enquête et de la révélation publique d'irrégularités dans la délivrance de permis environnementaux, l'entreprise Kelkos, filiale de l'entreprise autrichienne Kelag, porte plainte contre l'ONG pour diffamation. Avec l'aide juridique d'une ONG locale, Pishtaret intente en décembre 2020 un procès contre le ministère kosovar de l'Environnement et demande l'annulation des permis délivrés. Depuis, Shpresa Loshaj se bat, à l'aide de tous les mécanismes démocratiques et juridiques disponibles, pour que les centrales hydroélectriques respectent les lois environnementales du Kosovo.



“ Il n’y a pas si longtemps, nous, les habitants du Kosovo, avons tout sacrifié pour avoir la chance de défendre nos droits, y compris le droit fondamental à l’eau. Et c’est tout simplement ce que nous faisons. Nous le devons à celles et ceux qui ont donné leur vie et qui nous ont donné le privilège d’être la première génération de Kosovars à vivre dans la démocratie.

Le statut de lauréat du Prix des droits de l’homme en 2023 nous donnera les moyens de défendre nos droits à participer à la prise de décision concernant notre environnement, en mettant fin aux accords conclus derrière des portes closes. Personnellement, cela signifie l’importance de la reconnaissance et du soutien de la France, ce qui donne plus de force à ma voix. J’en suis très reconnaissante ! ”

CONTACT



Shpresa Loshaj



Pishtaret



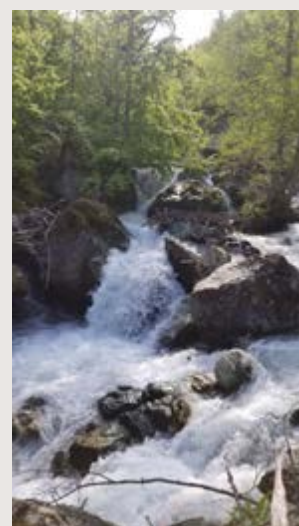
peka_ip

Présentation du projet

Le projet a pour but de plaider en faveur de la **révision des directives administratives sur les autorisations environnementales au Kosovo**, en veillant à la transparence, à la participation des citoyens et au respect des directives de l'Union européenne (UE) et de la Constitution du Kosovo.

Dans le cadre de cette campagne, un **volet médiatique** sera développé, incluant une collaboration avec les médias locaux et nationaux, l'utilisation des réseaux sociaux et la création d'un site web de campagne pour centraliser les informations et assurer leur mise à jour. Afin de mobiliser les citoyens, une **pétition en ligne** recensera les signatures, les actions de mobilisation et les événements publics. Des **webinaires et des réunions publiques de sensibilisation** seront également organisés.

Avec le soutien juridique de l'ONG autrichienne Riverwatch, une **plainte formelle** - appuyée par des preuves du non-respect des directives de l'UE et des droits constitutionnels - **sera soumise à l'Ombudsman du Kosovo**. De plus, le projet inclut une stratégie d'implication de tous les acteurs publics et privés dans le but de les encourager à soutenir publiquement la campagne. À terme, l'objectif est que ces parties prenantes puissent exercer une pression sur le ministère de l'Environnement pour obtenir la révision des directives administratives sur les autorisations environnementales.



Mot du jury

Le jury s'est montré très intéressé par le fait que le **projet s'inscrive dans la continuité d'actions déjà entreprises par Shpresa Loshaj sur le même sujet mais en élargissant le focus**. À partir du cas concret et local de la surexploitation et la pollution de la rivière Lumbardhi, Shpresa Loshaj a su construire un plaidoyer national sur le respect du droit de l'environnement.

LES


MENTIONS SPÉCIALES

*du Prix des droits de l'Homme
de la République française*



<https://pbi-france.org/>

 pbi.france

 pbifrance

Peace Brigades International, section française, France/Mexique

PBI France travaille étroitement avec la section mexicaine (PBI Mexique). Dans un contexte politique et économique marqué par l'impunité des entreprises transnationales et leur proximité avec l'État mexicain, les droits des défenseuses et défenseurs pour un environnement et des ressources en eau saines sont régulièrement menacés. Dans ce cadre, l'ONG entend accompagner le travail des défenseurs de l'environnement qui œuvrent pour l'accès à l'eau potable et de qualité ainsi qu'à un assainissement efficace dans les communautés des États de Michoacán, Morelos et Puebla (Mexique).




 hernando.chindoychindoy.5

 TodosconChindoy

Monsieur Hernando Chindoy Chindoy, Colombie

Hernando Chindoy Chindoy est un leader indigène du peuple Inga en Colombie et un ancien gouverneur du Resguardo Indígena Inga de Aponte. Son travail porte sur la garantie des droits fonciers autochtones, la promotion de la paix bioculturelle et la promotion des connaissances traditionnelles. Dans ce cadre, il lutte contre les cultures illicites le territoire des Inga et milite pour la protection, par la voie législative, des territoires et de la biodiversité. A ce titre, lui et sa famille ont été menacés à de nombreuses reprises, notamment par les narcotrafiquants, des guerilleros, et des groupes paramilitaires. Le projet présenté implique la création d'un espace bioculturel international de paix ËCONEËRĂ et un travail de plaidoyer mené au niveau national et international.



 apem.rdc

 RdcApem


 RdcApem


APEM (Actions pour la Promotion et Protection des Espèces et Peuples Menacés), République Démocratique du Congo

L'ONG APEM (Actions pour la Promotion et Protection des Peuples et Espèces Menacés) est une organisation de jeunes juristes, forestiers et socio-anthropologues dont le travail de terrain a pour objectif de « promouvoir la gouvernance dans le secteur des forêts et la justice environnementale ». Elle mène un plaidoyer à tous les niveaux décisionnels et s'engage pour le renforcement des capacités de toutes les parties prenantes. Le projet récompensé vise à soutenir les communautés locales face aux violations des droits de l'homme dans la forêt du parc Salonga : formation aux droits, assistance aux victimes, travail de collaboration entre les gestionnaires du parc et les communautés locales.



<https://fundasal.org.sv/>

 fundasalsv

 fundasalsv



www.solidarites.org

 SOLIDARITES.INTERNATIONAL

 solidarites_int

FUNDASAL (Fundación de desarrollo y vivienda mínima), Salvador

La Fundación Salvadoreña de Desarrollo y Vivienda Mínima (FUNDASAL) est une organisation salvadorienne privée, non gouvernementale et sans but lucratif qui soutient les efforts des communautés à faible revenu pour améliorer leurs conditions de vie et de logement. Le projet présenté vise à renforcer les capacités locales à exercer le droit à un environnement sain des familles vivant dans les villages d'El Sillón, El Mojón, Plan del Mango, El Amate, El Amatillo et El Paraíso dans le département de Santa Ana, El Salvador.

Solidarités International, France

L'association Solidarités International est une ONG humanitaire reconnue pour son expertise à l'étranger en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement. Les projets de la Mission France visent à améliorer l'accès à ces services pour les personnes vivant dans des habitats précaires. Le projet présenté sera implanté à Mayotte et sur le littoral du Nord de la France, il vise à construire un réseau de partenaires engagés dans la lutte pour le droit à l'eau sur ces zones ; mobiliser des mécanismes de protection des droits à l'eau et l'assainissement et répondre au vide statistique en la matière.

LA CNCDH *en quelques mots*

Fondée en 1947, à l'initiative de René Cassin, Prix Nobel de la Paix, la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) est l'Institution nationale de promotion et de protection des droits de l'Homme accréditée auprès des Nations Unies. Institution collégiale et indépendante, la CNCDH a pour mission de conseiller les pouvoirs publics en matière de droits humains et de droit international humanitaire, de contrôler le respect par la France de ses engagements internationaux en la matière, et de sensibiliser et de former aux droits humains.



COMMISSION NATIONALE
CONSULTATIVE
DES DROITS DE L'HOMME

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

20 avenue de Ségur
75007 PARIS
www.cncdh.fr

